



EUROPEAN COURT OF HUMAN RIGHTS
COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME

CINQUIÈME SECTION

AFFAIRE ESPARZA LURI c. FRANCE

(Requête n° 29119/09)

ARRÊT

STRASBOURG

26 janvier 2012

DÉFINITIF

26/04/2012

Cet arrêt est devenu définitif en vertu de l'article 44 § 2 de la Convention. Il peut subir des retouches de forme..

En l'affaire Esparza Luri c. France,

La Cour européenne des droits de l'homme (cinquième section), siégeant en une chambre composée de :

Dean Spielmann, *président*,

Karel Jungwiert,

Boštjan M. Zupančič,

Mark Villiger,

Ann Power-Forde,

Angelika Nußberger,

André Potocki, *juges*,

et de Stephen Phillips, *greffier adjoint de section*,

Après en avoir délibéré en chambre du conseil le 4 janvier 2012,

Rend l'arrêt que voici, adopté à cette date :

PROCÉDURE

1. A l'origine de l'affaire se trouve une requête (n° 29119/09) dirigée contre la République française et dont un ressortissant espagnol, M. Felix Ignacio Esparza Luri (« le requérant »), a saisi la Cour le 25 mai 2009 en vertu de l'article 34 de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (« la Convention »).

2. Le requérant est représenté par M^e A. Recarte, avocate à Saint-Jean-de-Luz. Le gouvernement français (« le Gouvernement ») a été représenté par son agent, M^{me} E. Belliard, directrice des affaires juridiques au ministère des Affaires étrangères.

3. Le requérant allègue une violation de l'article 5 § 3 de la Convention.

4. Le 21 avril 2010, le président de la cinquième section a décidé de communiquer la requête au Gouvernement. Comme le permet l'article 29 § 1 de la Convention, il a en outre été décidé que la chambre se prononcerait en même temps sur la recevabilité et le fond. Informé de son droit de prendre part à la procédure (articles 36 § 1 de la Convention et 44 § 1 du règlement), le gouvernement espagnol n'a pas répondu.

EN FAIT**I. LES CIRCONSTANCES DE L'ESPÈCE**

5. Le requérant est né en 1963 et est actuellement détenu au centre pénitentiaire Madrid VII à Estremera.

6. A la suite de l'interpellation en janvier 2003 de deux membres appartenant à l'organisation basque espagnole Euskadi Ta Askatasuna (« ETA ») dans une ferme d'Estialescq (Pyrénées-Atlantiques), dont la compagne du requérant (la requête *Guimon épouse Esparza c. France*, n° 29116/09, est instruite simultanément à la présente affaire) et mère de sa fille, de nombreux documents furent saisis ainsi que deux véhicules volés et faussement immatriculés, deux cents fausses plaques d'immatriculation, des armes et des munitions de 1^{re} et 4^e catégories, du matériel explosif et une documentation opérationnelle d'ETA. La diffusion dans la presse locale d'un cliché photographique de la compagne du requérant allait permettre de localiser un autre logement loué par ses soins et abandonné suite à l'arrestation. Une expertise scientifique de prélèvements génétiques permettra de conclure au passage du requérant qui sera interpellé le 2 avril 2004 à Saint-Paul-les-Dax (Landes). Les investigations policières révélèrent qu'il avait pris la direction de l'appareil logistique de l'organisation à la suite de l'arrestation à Dax le 23 septembre 2001 du précédent responsable. En outre, l'exploitation de la documentation saisie ainsi que l'expertise des éléments collectés lors de l'interpellation de la compagne du requérant auront pour conséquence le démantèlement de trois cellules considérées comme intégrantes de l'appareil logistique et l'interpellation de leurs membres dont M. Soria Valderrama le 16 avril 2004 (la requête *Soria Valderrama c. France*, n° 29101/09, est instruite simultanément à la présente affaire).

7. Le 5 avril 2004, le requérant fut mis en examen par le premier juge d'instruction du tribunal de grande instance (TGI) de Paris pour sa participation entre 2002 et 2004 aux activités de préparation d'actes de terrorisme de l'ETA. A cette même date, le juge des libertés et de la détention (JLD) du TGI de Paris ordonna, à titre exceptionnel, la détention provisoire du requérant pour une durée d'un an au motif suivant :

« Attendu que l'exploitation des saisies effectuées (...) ont permis l'arrestation, le 30 janvier dernier, de plusieurs activistes d'ETA vivant clandestinement, qui travaillaient sous les ordres [du requérant] ;

Attendu que la poursuite des investigations a permis de découvrir dans un gîte situé à Espiens, de nombreuses affaires personnelles du mis en examen et de son enfant ; que le 16 novembre 2003 la police y interpellait deux activistes de l'ETA, [le requérant] s'étant absenté du gîte dans lequel il avait manifestement établi sa résidence ;

Attendu qu'il était saisi dans cette habitation de nombreux faux documents administratifs français et étrangers, du matériel informatique, une grosse documentation opérationnelle de l'organisation, des revues internes diffusées aux seuls activistes, du cordeau détonnant et du matériel entrant dans la composition des systèmes de mise à feu, des armes, des munitions, des grenades, des plaques d'immatriculation, dont certaines provenaient du vol de Jonzac, une presse et sa matrice, un véhicule Renault signalé volé et faussement immatriculé ;

Attendu que tous ces éléments montrent que l'intéressé occupait au sein de l'organisation ETA un rôle de direction et était au contact de nombreux activistes et développait une grande activité à la tête de l'appareil logistique (...);

Attendu qu'en tant que membre historique de l'ETA et compte tenu de la responsabilité qu'il apparaît avoir eu au sein de cette organisation, le risque de réitération des infractions est particulièrement à craindre, d'autant que celui-ci n'offre aucune garantie de représentation en justice ni de réinsertion puisqu'il a choisi le militantisme dans la clandestinité ;

Attendu que ces faits sont de ceux qui troublent de manière exceptionnelle et persistante l'ordre public, s'agissant de sa participation à une organisation terroriste susceptible de commettre des attentats sanglants (...) »

8. Le 20 septembre 2004, le requérant reçut notification de dix-sept rapports d'expertises. A cette occasion, il fut interrogé par le premier juge d'instruction du TGI de Paris. Il fut à nouveau entendu le 24 mai 2005.

9. Par la suite, le JLD prolongea la détention provisoire du requérant à quatre reprises pour une durée de six mois, les 31 mars 2005, 26 septembre 2005, 3 avril 2006 et 3 octobre 2006. Les passages pertinents de la dernière ordonnance de placement en détention provisoire se lisent comme suit :

« Attendu que les investigations entreprises, particulièrement minutieuses, sont en voie d'achèvement ; que le magistrat instructeur se trouve dans l'attente d'ultimes conclusions d'expertises dont la réception devrait lui permettre de notifier la fin de l'instruction (...) ;

Attendu par ailleurs que le mis en examen, qui vivait depuis des années dans la clandestinité en utilisation de fausses identités, n'offre pas de garanties de représentation sur le territoire français ;

Attendu (...) que (...) la prolongation de la détention provisoire [du requérant] demeure l'unique moyen d'éviter une dissipation des éléments utiles à la manifestation de la vérité, une concertation frauduleuse avec l'ensemble des protagonistes de ce dossier, des pressions de toute nature, ainsi que compte tenu des objectifs affichés de l'organisation séparatiste basque à laquelle le mis en examen est susceptible d'appartenir, le renouvellement des infractions ;

Attendu en outre qu'il y a lieu de relever que les faits dont s'agit, par leur nature, leur gravité et leurs conséquences sur l'équilibre géopolitique de la région, troublent durablement l'ordre public national et international de manière exceptionnelle. »

10. Le 12 décembre 2006, le requérant reçut notification de vingt-neuf rapports d'expertises et fut mis en examen supplétivement (à la suite des réquisitoires supplétifs des 3 août et 24 octobre 2003 et du 4 mai 2005) des chefs d'association de malfaiteurs en vue de commettre des actes de terrorisme, recel en bande organisée de vol, vol en bande organisée, recel en bande organisée d'extorsions de fonds commises en bande organisée et extorsions de fonds en bande organisée, infractions en relation à titre principal ou connexe avec une entreprise individuelle ou collective ayant pour but de troubler gravement l'ordre public par l'intimidation ou la

terreur. Au titre de ces infractions, le requérant fut interrogé par le magistrat instructeur.

11. Le 13 décembre 2006, il fit l'objet d'une nouvelle mise en examen supplétive (à la suite du réquisitoire supplétif du 3 août 2003 pour faits nouveaux) puis fut interrogé. Le 20 décembre 2006, un autre interrogatoire eut lieu.

12. Par une ordonnance du 23 janvier 2007, le requérant et dix coaccusés furent renvoyés devant la cour d'assises de Paris spécialement composée, des chefs d'extorsions de fonds en bande organisée, tentative d'extorsions de fonds en bande organisée, recel en bande organisée de fonds provenant d'extorsions en bande organisée, d'association de malfaiteurs en vue de préparer des actes de terrorisme, détention sans autorisation de munitions ou d'armes de la 1^{re} ou 4^e catégorie, recels en bande organisée de vols, recels en bande organisée de vols aggravés avec usage ou menace d'une arme ou par personne porteuse d'une arme soumise à autorisation ou dont le port est prohibé, détention sans autorisation de substance ou engin explosif détention frauduleuse de plusieurs faux documents administratifs, usage de faux en écritures, usage de fausse plaque d'immatriculation ou de fausse inscription apposée sur un véhicule à moteur ou à remorque, infractions en relation à titre principal ou connexe avec une entreprise individuelle ou collective ayant pour but de troubler gravement l'ordre public par l'intimidation ou la terreur.

13. Par une requête en date du 3 décembre 2007, le procureur général près la cour d'appel de Paris saisit la chambre de l'instruction afin de voir prolonger la détention provisoire du requérant pour une durée de six mois en application de l'article 181 du code de procédure pénale (CPP, voir « droit interne pertinent »). Par un arrêt du 18 janvier 2008, la deuxième chambre de l'instruction de la cour d'appel de Paris fit droit à la demande et ordonna la prolongation à titre exceptionnel de la détention provisoire du requérant pour une durée de six mois à partir du délai d'un an à compter de la date à laquelle la décision de mise en accusation est devenue définitive, soit à compter du 2 février 2008 à zéro heure.

14. Le 19 juin 2008, le procureur général près la cour d'appel de Paris déposa une nouvelle requête sur le fondement de l'article 181 du CPP afin d'obtenir à titre exceptionnel une nouvelle prolongation de la détention du requérant pour une durée de six mois « en raison de la charge du rôle de la cour d'assises spécialement composée ». Le requérant alléguait la violation des articles 5 § 3 et 6 de la Convention faisant valoir qu'il était détenu depuis près de cinq ans et que l'encombrement de la juridiction ne pouvait justifier à lui seul le prolongement de la détention.

15. Par un arrêt du 25 juillet 2008, la chambre de l'instruction fit droit à la demande et prolongea à titre exceptionnel la détention provisoire pour une durée de six mois à compter du 2 août 2008 à zéro heure. L'arrêt fut motivé par le fait que le requérant avait vécu dans la clandestinité de sorte

qu'il convenait d'assurer sa représentation en justice, qu'il n'avait pas coopéré lors de l'instruction prolongeant ainsi la durée de sa détention par son mutisme et que les faits troublaient de façon exceptionnelle et persistante l'ordre public en faisant craindre des attentats. Le requérant forma un pourvoi en cassation contre cet arrêt en invoquant la violation des articles 5 § 3, 6 et 13 de la Convention.

16. Par un arrêt du 26 novembre 2008, la chambre criminelle de la Cour de cassation rejeta le pourvoi du requérant au motif que la chambre de l'instruction avait souverainement apprécié que la durée de la détention provisoire n'avait pas excédé le délai raisonnable et avait justifié sans insuffisance sa décision.

17. La première audience dans l'affaire se tint le 9 décembre 2008 et par un arrêt du 17 décembre 2008, la cour d'assises spéciale de Paris condamna le requérant à une peine de dix-neuf ans de réclusion criminelle, ainsi qu'à une peine d'interdiction définitive du territoire français.

II. LE DROIT INTERNE PERTINENT

18. Les dispositions pertinentes du code de procédure pénale sont les suivantes :

Article 145-2

« En matière criminelle, la personne mise en examen ne peut être maintenue en détention au-delà d'un an. Toutefois, sous réserve des dispositions de l'article 145-3, le juge des libertés et de la détention peut, à l'expiration de ce délai, prolonger la détention pour une durée qui ne peut être supérieure à six mois par une ordonnance motivée (...)

La personne mise en examen ne peut être maintenue en détention provisoire au-delà de deux ans lorsque la peine encourue est inférieure à vingt ans de réclusion ou de détention criminelles et au-delà de trois ans dans les autres cas. Les délais sont portés respectivement à trois et quatre ans lorsque l'un des faits constitutifs de l'infraction a été commis hors du territoire national. Le délai est également de quatre ans lorsque la personne est poursuivie pour (...) terrorisme (...) pour un crime commis en bande organisée.

A titre exceptionnel, lorsque les investigations du juge d'instruction doivent être poursuivies et que la mise en liberté de la personne mise en examen causerait pour la sécurité des personnes et des biens un risque d'une particulière gravité, la chambre de l'instruction peut prolonger pour une durée de quatre mois les durées prévues au présent article. (...) Cette décision peut être renouvelée une fois sous les mêmes conditions et selon les mêmes modalités. »

Article 181

« (...) L'accusé détenu en raison des faits pour lesquels il est renvoyé devant la cour d'assises est immédiatement remis en liberté s'il n'a pas comparu devant celle-ci à

l'expiration d'un délai d'un an à compter soit de la date à laquelle la décision de mise en accusation est devenue définitive s'il était alors détenu, soit de la date à laquelle il a été ultérieurement placé en détention provisoire.

Toutefois, si l'audience sur le fond ne peut débiter avant l'expiration de ce délai, la chambre de l'instruction peut, à titre exceptionnel, par une décision rendue conformément à l'article 144 et mentionnant les raisons de fait ou de droit faisant obstacle au jugement de l'affaire, ordonner la prolongation de la détention provisoire pour une nouvelle durée de six mois. La comparution de l'accusé est de droit si lui-même ou son avocat en font la demande. Cette prolongation peut être renouvelée une fois dans les mêmes formes. Si l'accusé n'a pas comparu devant la cour d'assises à l'issue de cette nouvelle prolongation, il est immédiatement remis en liberté (...) »

EN DROIT

I. SUR LA VIOLATION ALLÉGUÉE DE L'ARTICLE 5 § 3 DE LA CONVENTION

19. Le requérant se plaint de la durée de sa détention provisoire qu'il juge excessive. Il allègue une violation de l'article 5 § 3 de la Convention, ainsi libellé :

« Toute personne arrêtée ou détenue, dans les conditions prévues au paragraphe 1 c) du présent article (...) a le droit d'être jugée dans un délai raisonnable, ou libérée pendant la procédure. La mise en liberté peut être subordonnée à une garantie assurant la comparution de l'intéressé à l'audience. »

A. Sur la recevabilité

20. La Cour constate que ce grief n'est pas manifestement mal fondé au sens de l'article 35 § 3 a) de la Convention. La Cour relève par ailleurs qu'il ne se heurte à aucun autre motif d'irrecevabilité. Il convient donc de le déclarer recevable.

B. Sur le fond

1. Période à prendre en considération

21. La période à considérer a débuté le 5 avril 2004, selon le Gouvernement, avec la date du placement du requérant sous mandat de dépôt, pour s'achever le 17 décembre 2008, jour du prononcé de l'arrêt de la cour d'assises de Paris.

22. La Cour rappelle que le point de départ du calcul de la détention visée coïncide avec le jour de l'arrestation de l'intéressé (voir *Gombert et Gochgarian c. France*, n^{os} 39779/98 et 39781/98, § 39, 13 février 2001). En l'espèce, la Cour considère donc que la détention litigieuse a débuté le 2 avril 2004, jour de l'interpellation du requérant, et s'est achevée le 17 décembre 2008. Elle s'étend donc sur une période de quatre ans, huit mois et seize jours.

2. Caractère raisonnable de la durée de la détention

a) Thèses des parties

23. Le requérant se plaint de ce que sa détention provisoire a excédé le délai raisonnable. Il considère que la procédure d'instruction n'a pas été menée avec célérité et rappelle qu'il n'a été interrogé au cours de cette période qu'à cinq reprises (dont trois fois au mois de décembre 2006 à quelques jours d'intervalle) et que son silence ne peut être considéré comme ayant participé au prolongement de sa détention. Il dénonce l'attente de deux années entre son ordonnance de mise en accusation et l'arrêt de la cour d'assises.

24. Le Gouvernement considère que la durée de la détention provisoire n'était pas déraisonnable compte tenu des circonstances de l'espèce. Il fait valoir tout d'abord que le requérant était fortement soupçonné d'avoir commis des infractions terroristes pour lesquelles il encourait une lourde peine. Il estime que les autorités nationales ont justifié son maintien en détention par des motifs pertinents, suffisants et circonstanciés. En particulier, le risque de fuite était tout à fait avéré compte tenu de l'absence de garanties de représentation du requérant. Le Gouvernement relève également le trouble exceptionnel et persistant à l'ordre public, étant donné la nature des faits, le rôle du requérant dans la direction logistique du groupe et l'ampleur de l'organisation.

25. Quant à la célérité de l'instruction, le Gouvernement soutient que le requérant ne saurait se plaindre de la rareté des interrogatoires, ceux-ci n'ayant pas été déterminants en raison de sa stratégie de défense consistant à garder le silence. Par voie de conséquence, le magistrat a dû recourir à un nombre plus élevé d'actes pour permettre la corroboration de preuves matérielles. Compte tenu de la complexité des faits reprochés, du grand nombre de personnes mises en examen, des témoins à entendre et des ramifications de l'organisation, le Gouvernement estime que la procédure a été menée avec rigueur et célérité. Selon lui, il n'y a pas eu de période de latence dans l'exécution des actes d'instruction en raison des très nombreuses recherches, expertises et perquisitions à effectuer. Le Gouvernement communique un bordereau d'inventaire des pièces de fond correspondant à tous les actes de procédure effectués pendant l'instruction, soit deux mille six cent soixante-huit cotes et soixante-dix-sept volumes.

26. Enfin, quant au délai d'audience devant la cour d'assises spécialement composée, le Gouvernement l'explique par la lourde charge de cette juridiction d'exception (la cour d'assises de Paris a vocation à connaître de toutes affaires criminelles à caractère terroriste commises sur l'ensemble du territoire). Dans l'arrêt *Pantano c. Italie* (n° 60851/00, § 69, 6 novembre 2003), la Cour aurait admis que les exigences de la lutte contre la grande criminalité puissent justifier un assouplissement des conditions du maintien en détention provisoire. Il précise que les autorités françaises s'efforcent constamment de respecter l'exigence de délai raisonnable alors que le jugement des affaires de terrorisme mobilise fortement les ressources humaines et que le nombre de ces affaires a constamment crû depuis le début des années 2000 (vingt-deux en 2000, cent dix-huit en 2008, cent trente-neuf en 2009). En tout état de cause, le Gouvernement estime que les autorités judiciaires ont veillé à ce que le requérant comparaisse dans un délai raisonnable de quatre ans, huit mois et seize jours tel qu'il résulte de l'article 181 du CPP et de l'article 5 § 3 de la Convention.

b) Appréciation de la Cour

27. La poursuite de la détention ne se justifie dans une espèce donnée que si des indices concrets révèlent une véritable exigence d'intérêt public prévalant, nonobstant la présomption d'innocence, sur la règle du respect de la liberté individuelle fixée à l'article 5 de la Convention.

Il incombe en premier lieu aux autorités judiciaires nationales de veiller à ce que, dans un cas donné, la durée de la détention provisoire d'un accusé ne dépasse pas la limite du raisonnable. A cette fin, il leur faut examiner toutes les circonstances de nature à révéler ou écarter l'existence d'une véritable exigence d'intérêt public justifiant, eu égard à la présomption d'innocence, une exception à la règle du respect de la liberté individuelle et d'en rendre compte dans leurs décisions relatives aux demandes d'élargissement. C'est essentiellement sur la base des motifs figurant dans lesdites décisions, ainsi que des faits non contestés indiqués par l'intéressé dans ses recours, que la Cour doit déterminer s'il y a eu ou non violation de l'article 5 § 3 de la Convention (*Bykov c. Russie* [GC], n° 4378/02, §§ 62 et 63, 10 mars 2009).

28. La persistance de raisons plausibles de soupçonner la personne arrêtée d'avoir commis une infraction – non contestée en l'espèce – est une condition *sine qua non* de la régularité du maintien en détention, mais au bout d'un certain temps elle ne suffit plus ; la Cour doit alors établir si les autres motifs adoptés par les autorités judiciaires continuent à légitimer la privation de liberté. Quand ils se révèlent « pertinents » et « suffisants », elle cherche de surcroît si les autorités nationales compétentes ont apporté une « diligence particulière » à la poursuite de la procédure (*Lelièvre c. Belgique*, n° 11287/03, § 90, 8 novembre 2007, *Garriguenc c. France*, n° 21248/02, § 49, 10 juillet 2008, *Bykov*, précité, § 64).

29. D'emblée, la Cour relève qu'une durée de détention provisoire de quatre ans et presque neuf mois apparaît *prima facie* déraisonnable et doit être accompagnée de justifications particulièrement fortes.

30. Pour refuser de libérer le requérant, les juridictions saisies invoquèrent, avec une certaine constance, outre la persistance des soupçons pesant sur lui, qui n'était pas contestable, les motifs suivants : le trouble exceptionnel à l'ordre public en raison de la gravité des infractions, de l'importance du préjudice qu'elles avaient causé et des circonstances de leur commission, un risque de concertation frauduleuse entre les coaccusés ou de pression de l'un sur l'autre ou sur les témoins, la conservation des preuves. Elles ont également invoqué l'absence de garanties de représentation en justice suffisantes et le risque de renouvellement de l'infraction.

31. La Cour constate que le requérant ne remet pas en cause devant elle l'existence des motifs du maintien en détention. En tout état de cause, elle reconnaît, eu égard au contexte de la présente affaire, que ces motifs, en particulier le risque de fuite, sont restés à la fois « pertinents » et « suffisants » tout au long de l'instruction. La Cour ne discerne donc aucune raison de s'écarter de l'opinion des juridictions internes pour justifier le maintien en détention du requérant.

32. Il convient donc d'examiner si les autorités judiciaires ont apporté « une diligence particulière » à la conduite de la procédure, d'autant plus que la Cour a jugé dans des affaires antérieures qu'une détention provisoire de plus de cinq ans constituait une violation de l'article 5 § 3 de la Convention (*I.A. c. France*, 23 septembre 1998, § 112, *Recueil des arrêts et décisions* 1998-VII, *Blondet c. France*, n° 49451/99, § 42, 5 octobre 2004, *Cretello c. France*, n° 2078/04, § 35, 23 janvier 2007, *Kortchouganova c. Russie*, n° 75039/01, § 77, 8 juin 2006 ; voir, à l'inverse, *Chraïdi c. Allemagne*, n° 65655/01, §§ 46 à 48, CEDH 2006-XII, et *Shabani c. Suisse*, n° 29044/06, § 64, 5 novembre 2009).

33. La Cour n'ignore pas le contexte de la présente affaire qui concerne la lutte contre le terrorisme (*Debboub alias Hussein Ali c. France*, n° 37786/97, 9 novembre 1999 ; *Chraïdi*, précité) dans la région concernée (*Herri Batasuna et Batasuna c. Espagne*, n°s 25803/04 et 25817/04, § 89, 30 juin 2009 ; *Leroy c. France*, n° 36109/03, § 45, 2 octobre 2008). Elle rappelle que la célérité particulière à laquelle un accusé détenu a droit dans l'examen de son cas ne doit pas nuire aux efforts des magistrats pour accomplir leur tâche avec le soin voulu (*Pecheur c. Luxembourg*, n° 16308/02, § 62, 11 décembre 2007 ; *Tinner c. Suisse*, n°s 59301/08 et 8439/09, § 62, 26 avril 2011). En l'espèce, la Cour ne discerne aucune période pendant laquelle les autorités n'ont pas procédé aux recherches ou à des actes d'instruction, comme le démontre le volumineux inventaire des pièces de fond communiqué par le Gouvernement (paragraphe 25 ci-dessus). La longueur de la détention incriminée se révèle imputable, pour l'essentiel, à la complexité de l'affaire. Celle-ci concernait des accusations

graves portées contre le requérant et la poursuite des investigations confirma son rôle clé dans les faits reprochés. Elle impliquait plusieurs acteurs et nécessitait de nombreuses mesures d'instruction, ce dont témoigne le nombre important d'expertises réalisées (paragraphe 8, 9 et 10 ci-dessus). La longueur de la détention est par ailleurs, en partie, due au comportement du requérant. Celui-ci n'avait certes pas l'obligation de coopérer avec les autorités, mais il doit supporter les conséquences que son attitude a pu entraîner dans la marche de l'instruction (*ibidem* et *Gérard Bernard c. France*, n° 27678/02, § 42, 26 septembre 2006).

34. Reste la période d'inactivité imputable aux autorités judiciaires entre l'ordonnance de mise en accusation du 23 janvier 2007 et l'arrêt de la cour d'assises de Paris spécialement composée du 17 décembre 2008, soit près de deux ans. En ce qui concerne cet intervalle, la Cour observe que les juridictions internes firent droit aux demandes de prolongation de la détention provisoire formulées par le procureur général essentiellement « en raison de la charge du rôle de la cour d'assises spécialement composée » et non au motif qu'un délai aussi long trouvait sa justification dans la préparation d'un procès de grande ampleur ou en raison du besoin des autorités de prendre des mesures de sécurité efficaces (*mutatis mutandis*, *Maloum c. France*, n° 35471/06, § 44, 8 octobre 2009, et *Naudou c. France*, n° 35469/06, § 46, 8 octobre 2009 ; *a contrario*, *Chraïdi*, précité, § 44, et *Shabani*, précité, § 64). Elle note d'ailleurs que le Gouvernement s'en tient à l'encombrement de la cour d'assises de Paris spécialement composée comme seule explication du délai litigieux. Or, elle rappelle à cet égard qu'il incombe aux Etats d'agencer leur système judiciaire de manière à permettre à leurs tribunaux de répondre aux exigences de l'article 5 (*Gosselin c. France*, n° 66224/01, § 34, 13 septembre 2005).

35. Eu égard à ce qui précède, la Cour considère que les autorités judiciaires n'ont pas agi avec toute la promptitude nécessaire. Partant, elle conclut que, dans les circonstances particulières de la cause, par sa durée excessive, la détention du requérant a enfreint l'article 5 § 3 de la Convention.

II. SUR LES AUTRES VIOLATIONS ALLÉGUÉES

36. Sans invoquer d'article de la Convention, le requérant se plaint du retard pris par les autorités nationales pour le juger et, de ce fait, du retard de l'attribution du statut de détenu condamné plus avantageux. Il se plaint aussi d'être encore en maison d'arrêt, réservée aux prévenus, après sa condamnation par la cour d'assises, ce qui représente une entrave à entretenir une vie familiale et sociale.

37. Pour ce qui est de ces griefs, compte tenu de l'ensemble des éléments en sa possession, et dans la mesure où elle était compétente pour connaître des allégations formulées, la Cour n'a relevé aucune apparence de

violation des droits et libertés garantis par la Convention. Elle estime en conséquence qu'ils sont manifestement mal fondés au sens de l'article 35 § 3 a) de la Convention et doivent être rejetés en application de l'article 35 § 4.

III. SUR L'APPLICATION DE L'ARTICLE 41 DE LA CONVENTION

38. Aux termes de l'article 41 de la Convention,

« Si la Cour déclare qu'il y a eu violation de la Convention ou de ses Protocoles, et si le droit interne de la Haute Partie contractante ne permet d'effacer qu'imparfaitement les conséquences de cette violation, la Cour accorde à la partie lésée, s'il y a lieu, une satisfaction équitable. »

A. Dommage

39. Le requérant réclame 40 000 euros (EUR) au titre du préjudice moral qu'il aurait subi. Il estime avoir subi un dommage moral certain du fait de l'attente de son procès, de ses extractions pour la présentation devant le juge d'instruction et de ses conditions de vie carcérale dégradantes. En outre, le requérant dit avoir subi un préjudice moral du fait du retard dans l'attribution du statut de détenu condamné qui est plus avantageux que le statut de détenu prévenu, notamment en ce qui concerne le droit d'effectuer des communications téléphoniques et les conditions de visite. La prolongation induite de sa détention provisoire aurait causé des entraves et des difficultés pour entretenir une vie familiale avec sa fille de huit ans.

40. Le Gouvernement considère que, si la Cour venait à constater une violation de l'article 5 § 3 de la Convention, il serait raisonnable d'allouer 3 000 EUR au requérant pour le préjudice moral subi.

41. La Cour estime que le requérant a subi un dommage moral certain du fait de la durée déraisonnable de sa détention provisoire. Elle considère qu'il y a dès lors lieu de lui octroyer 5 000 EUR au titre du préjudice moral.

B. Frais et dépens

42. Le requérant demande également 2 000 EUR pour les frais et dépens engagés devant la Cour.

43. Le Gouvernement s'accorde avec la demande du requérant dans le cas où la Cour venait à constater une violation de l'article 5 § 3 de la Convention.

44. Selon la jurisprudence de la Cour, un requérant ne peut obtenir le remboursement de ses frais et dépens que dans la mesure où se trouvent établis leur réalité, leur nécessité et le caractère raisonnable de leur taux. En l'espèce et compte tenu des documents en sa possession et des critères

susmentionnés, la Cour estime raisonnable la somme de 2 000 EUR et l'accorde au requérant.

C. Intérêts moratoires

45. La Cour juge approprié de calquer le taux des intérêts moratoires sur le taux d'intérêt de la facilité de prêt marginal de la Banque centrale européenne majoré de trois points de pourcentage.

PAR CES MOTIFS, LA COUR, À L'UNANIMITÉ,

1. *Déclare* la requête recevable quant au grief tiré de l'article 5 § 3 de la Convention et irrecevable pour le surplus ;
2. *Dit* qu'il y a eu violation de l'article 5 § 3 de la Convention ;
3. *Dit*
 - a) que l'Etat défendeur doit verser au requérant, dans les trois mois à compter du jour où l'arrêt sera devenu définitif conformément à l'article 44 § 2 de la Convention,
 - 5 000 EUR (cinq mille euros) pour dommage moral plus tout montant pouvant être dû à titre d'impôt par le requérant ;
 - 2 000 EUR (deux mille euros) pour frais et dépens, plus tout montant pouvant être dû à titre d'impôt par le requérant ;
 - b) qu'à compter de l'expiration dudit délai et jusqu'au versement, ces montants seront à majorer d'un intérêt simple à un taux égal à celui de la facilité de prêt marginal de la Banque centrale européenne applicable pendant cette période, augmenté de trois points de pourcentage ;
4. *Rejette* la demande de satisfaction équitable pour le surplus.

Fait en français, puis communiqué par écrit le 26 janvier 2012, en application de l'article 77 §§ 2 et 3 du règlement.

Stephen Phillips
Greffier adjoint

Dean Spielmann
Président